

Versement transport : la Région y songe aussi

Tout juste évoquée par la majorité, l'idée d'un versement transport régional s'est retrouvée dans la ligne de tir de l'opposition. Ce versement est déjà appliqué par des intercommunalités qui disposent d'un réseau de transports en commun. Il est assuré par les entreprises et les administrations.

Pierrick Massiot, le vice-président en charge des finances, a déjà fait fonctionner la calculette. Ce versement régional pourrait rapporter 40 millions au budget régional. Ce serait une contrepartie des efforts déployés par la Région en faveur des trains régionaux qui permettent, non seulement de se promener, mais aussi de gagner son lieu de travail. La droite ne veut pas en entendre parler. « **Le pouvoir fiscal que vous réclamez au bénéfice des Régions, c'est toujours plus d'impôts de façon aveugle sur les familles et les entreprises** », lance Bernadette Malgorn.

Pierrick Massiot tient quand même

à expliquer que les entreprises n'ont pas eu à trop se plaindre des récentes réformes fiscales. Celle de la taxe professionnelle, dit-il, leur a apporté, au plan national, un peu plus de huit milliards d'économies. Et de poser cette question : « **Où sont passés ces huit milliards d'euros ? Ont-ils été intégralement consacrés à l'amélioration de la compétitivité des entreprises ou bien ont-ils contribué à la très généreuse distribution de dividendes observée par exemple au sein des entreprises du CAC 40 ?** » Poser une telle question, c'est déjà y répondre.

Juste avant, Pierrick Massiot avait aussi rappelé que si un tel versement transport, décliné dans les régions, voit le jour, il ne sera pas supporté par les seules entreprises. Au plan national, il pourrait générer de 700 à 800 millions de recettes. Les administrations mettront aussi la main à la poche. Elles apporteraient ainsi au pot commun 30 % du nouvel impôt.